

La BCE ne pourra pas maintenir continuellement la zone euro sous perfusion



- Crédits photo : MYCHELE DANIAU/AFP

Vox Societe (<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/>) | Par Francis Journot (#figp-author)

Publié le 28/03/2017 à 17h39

FIGAROVOX/TRIBUNE- La présence de la France dans l'Europe et la zone euro est un des enjeux de la présidentielle. Pour Francis Journot, une sortie de l'euro bien maîtrisée serait loin d'être la catastrophe prédite.

Francis Journot est membre des associations «Vêtements made in France» et «Rendez-nous notre industrie». Il tient le site [www.collectivite-nationale.fr.](http://www.collectivite-nationale.fr/) (<http://www.collectivite-nationale.fr/>)

Marine Le Pen propose une renégociation des traités et en cas d'impossibilité, un référendum sur la sortie de la France. Cette voie inquiète une part des français mais anticipée ou subie, la fin de de l'euro et de l'UE semble désormais inévitable.

Ce débat vital parviendra-t-il à s'imposer dans la campagne présidentielle?

L'impuissance d'un pouvoir politique dépendant de Bruxelles

Le pouvoir politique ne dispose que de peu de marges de manœuvre économiques et certaines propositions émises par des prétendants à la magistrature suprême, sont incompatibles avec les traités européens.

A défaut de pouvoir proposer une politique industrielle ambitieuse et efficace, des prétendants à l'élection présidentielle en sont réduits à une surenchère de mesures d'économies s'apparentant davantage à un exercice comptable plus conforme aux attentes de Bruxelles qu'à un projet présidentiel transcendant et fédérateur.

L'antienne de la renégociation des traités européens resurgit lors de chaque élection présidentielle et la plupart des candidats promettent qu'ils feront fléchir la Commission européenne.

On peut douter que la Commission européenne accepte de modifier sa politique de libre-échange et les règles qui régissent l'UE.

Mais on peut douter que celle-ci accepte de modifier sa politique de libre-échange et les règles qui régissent l'UE.

On n'imagine pas non plus que les 26 autres pays consentent à participer à une renégociation qui irait souvent à l'encontre de leurs intérêts respectifs.

La cicatrice des traités européens

En 2005, les français ont dit non au traité établissant une constitution européenne (TCE) mais leur refus a ensuite été foulé aux pieds.

D'abord en 2007 avec la ratification par voie parlementaire du Traité de Lisbonne, puis du Traité budgétaire européen (TSCG) en 2012.

A la suite de notre sondage relatif au mode d'adoption du Traité, publié dans le journal Les Echos, nous avons alors déclaré qu'en l'absence de référendum, la ratification par le parlement serait acquise mais que ce passage en force pourrait laisser des cicatrices.

Le reste du quinquennat et les prochaines élections pourraient s'en trouver très affectés.

Finalement, Nicolas Sarkozy a été battu deux fois, François Hollande n'a pu se représenter et on ne peut exclure un même rejet à l'encontre de leurs protégés François Fillon et Emmanuel Macron.

Bon nombre d'électeurs jugent les traités illégitimes et se sentent trahis.

Cela participe à une abstention qui règne désormais sur les scrutins.

La blessure démocratique ne pourrait se refermer qu'après un nouveau référendum.

La blessure démocratique ne pourrait se refermer qu'après un nouveau référendum mais depuis le scrutin de 2005, les partisans d'un maintien redoutent une consultation et un plébiscite pour le désengagement de la France.

Un Frexit ne ferait qu'avancer la fin de l'euro et de l'UE

Le scénario selon lequel un Frexit isolerait la France est peu plausible. Après le Brexit, la sortie de la deuxième économie de l'Union européenne condamnerait très certainement celle-ci à la disparition ainsi que sa monnaie unique.

Cependant, si l'on observe la récurrence et la gravité des crises monétaires et politiques qui secouent l'Europe et le monde, la faillite de l'euro et la dislocation de l'union européenne au cours du prochain quinquennat, apparaissent à présent inéluctables.

La BCE ne pourra pas maintenir continuellement la zone euro sous perfusion.

La BCE ne pourra pas maintenir continuellement la zone euro sous perfusion.

Aussi la préparation de notre pays à un changement de paradigme mondial (développement du protectionnisme, remise en question du modèle néolibéral) et à la transition monétaire après l'écroulement de l'édifice européen, est urgente et protégerait mieux l'argent des français mais aussi l'avenir des entreprises.

Certes, les marchés financiers et les multinationales ont depuis longtemps intégré les futurs paramètres et anticipé toutes les conséquences mais les partis de gouvernement ne semblent guère avoir pris la mesure du risque. Ceux-ci préfèrent ostraciser le sujet crucial de l'Europe en le taxant de populisme.

A la croisée des chemins

En 2012 le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz prévenait déjà «les premiers qui quitteront l'euro s'en sortiront le mieux» et pointait du doigt la politique européenne «les responsables européens sous la pression d'un consensus financier douteux, sont en train de mener leurs pays au chaos, et la monnaie unique à une disparition presque inévitable.»

Alors on peut au choix, attendre et subir ou décider de notre destin ainsi que notre mouvement le suggérait également en 2015 dans un article publié dans le magazine Marianne intitulé «Il faut sortir de l'euro et de l'UE avant un défaut de paiement»

La France est parmi tous les pays d'Europe, celui qui s'est le plus désindustrialisé mais hors de la contrainte des traités de fonctionnement de l'UE, l'industrie manufacturière pourrait désormais bénéficier de plans de relance sectoriels ciblés et efficaces.

Dans un projet publié en mai et juin 2016 sur le site du Figaro nous proposons la création d'une organisation hors du champ politique qui favoriserait le financement d'entreprises industrielles et artisanales en synergie, mutualiserait des moyens et pondérerait les coûts grâce aux mécanismes de péréquation de ses pôles de développement de filières industrielles.

Une politique ambitieuse permettrait à la France de retrouver en moins d'une génération, un niveau de réindustrialisation et d'activité susceptible de recréer plusieurs millions d'emplois.

La fin de l'euro et de l'UE, si toutefois elle était maîtrisée, ne devrait pas nous inquiéter.

La fin de l'euro et de l'UE, si toutefois elle était maîtrisée, ne devrait pas nous inquiéter.

Compte tenu d'une démographie plus dynamique que celle de l'Allemagne, d'atouts plus importants que les autres pays européens, on peut penser que la France, qui par ailleurs n'a jamais fait faillite au cours des deux derniers siècles, pourrait redevenir après quelques années, la première économie d'Europe et auprès des investisseurs, la plus sûre.

Francis Journot

